



### **Groupimo victime d'une nouvelle campagne de diffamation, dans une situation pré insurrectionnelle aux Antilles, demande l'aide de l'Etat.**

**Le Lamentin, le 18 Février 2009**

#### **Rappel des faits**

Groupimo est la seule société cotée ayant son siège social dans les Départements Français d'Amérique.

Dans le cadre de son introduction en bourse, Groupimo avait informé le marché des risques existants.

Entre autres, avaient été cités :

- le risque lié à l'évolution législative ;
- le risque lié à l'évolution de l'économie et du marché de l'immobilier ;
- le risque financier et de liquidités ;
- les faits exceptionnels et plus particulièrement, une campagne de diffamation.

Le risque lié à une paralysie complète de l'économie n'avait pas été évoqué, s'agissant d'un cas de force majeure.

Aujourd'hui, et depuis plusieurs semaines, les sites Antillais de Groupimo sont fermés du fait d'une grève générale qui paralyse les Antilles. Les banques, écoles, collèges, lycées, administrations, stations services, commerces, ... sont fermés, de gré ou de force. Et s'agissant de Groupimo et de ses entités, de force, par des éléments extérieurs.

#### **L'augmentation des facteurs de risque génèrent de graves inquiétudes**

- 1) Evolution législative : un précédent communiqué a été publié sur ce sujet et la remise en cause de la loi GIRARDIN. A ce jour, le marché de la défiscalisation pour l'immobilier est à l'arrêt total, et ce, depuis près d'un an. Il est impératif de conserver un régime de défiscalisation immobilière pour nos économies, le BTP, et la décence du parc de logement. La LODEOM (Loi d'Orientation pour les DEpartements d'Outre Mer) doit impérativement être amendée en ce sens.
- 2) Evolution économique et du marché de l'immobilier : il existe une détérioration permanente et continue depuis début 2008 sur l'ensemble des activités commerciales du groupe, liée principalement au durcissement des conditions d'octroi de prêts immobiliers.
- 3) Evolution du risque financier et de liquidités : les conditions d'attribution ou de maintien des lignes de crédit et de prêts bancaires se sont très largement dégradées depuis un an. Groupimo a ainsi été obligé de saisir les juridictions compétentes sur des retraits abusifs, pour près de deux millions d'euros. Parallèlement, Groupimo a dû puiser sur ses fonds propres pour faire face à la situation. Cependant, toute l'activité judiciaire est au point mort et des décisions attendues restent en suspens compte tenu de la grève générale en cours.

- 4) Campagne de diffamation : Une nouvelle et très violente campagne de diffamation a eu lieu contre Groupimo et ses filiales début décembre sur les antennes radiophonique de RFO (Radio France Outremer). Le conseil d'administration et les actionnaires principaux ont décidé de porter plainte compte tenu du préjudice très important déjà constaté.

C'est dans ce contexte qu'ont éclaté les événements qui paralysent aujourd'hui totalement les économies de Martinique et de Guadeloupe, ou Groupimo réalise plus de 80% de son chiffre d'affaires.

### **GROUIMO demande l'aide de l'Etat, dans les Départements Français d'Amérique**

La situation sociale est extrêmement préoccupante. La libre circulation est un droit constitutionnel. Il est impossible aujourd'hui de se déplacer en Guadeloupe et en Martinique, demain en Guyane, compte tenu des barrages et de la pénurie d'essence. Les banques, les administrations, les écoles, les tribunaux... sont fermés. Aucun service minimum n'est mis en place.

Il est essentiel de préciser, plus que jamais, que la paix sociale est un des fondements essentiel de l'activité économique. L'Etat doit restaurer IMMEDIATEMENT l'état de droit en Martinique et en Guadeloupe, dans le respect du droit de grève, et du combat de la population contre la vie chère et les inégalités.

Dans ce contexte de crise sociale généralisée, Groupimo, dans sa volonté d'entreprise citoyenne, reprend à son compte la proposition de mise en place d'états généraux sur la situation sociale et économique dans les Départements Français d'Amérique. Ces états généraux pourraient être doté d'un fonds spécial par un appel au marché, afin d'accorder des prêts pour la modernisation de l'économie, et le déblocage de prêts d'urgence pour le maintien de l'emploi. Le montant de ce fonds spécial, serait remboursable de la même façon que celui mis à disposition des banques, ou des constructeurs automobiles.

A ce titre, et s'agissant de ses 200 collaborateurs, Groupimo à un besoin IMMEDIAT de trésorerie pour maintenir l'emploi. Il est à ce sujet utile de rappeler que la situation d'endettement du groupe s'est sensiblement améliorée, compte tenu des ruptures de lignes de crédit et des prêts, évoqués ci-dessus.

### **GROUIMO continue son redéploiement dans l'administration de biens**

Les métiers liés à l'administration de biens, bien que mis à mal par les événements évoqués ci-dessus, contribuent largement au maintien des activités de Groupimo durant ces crises. La récurrence du C.A. sur ses activités devrait lui permettre de faire face à ces événements extérieurs. Les différentes pistes de développement externes pour l'acquisition de sociétés d'administration de biens, sont toujours d'actualité, en attente de financement.

Par ailleurs, et compte tenu de l'état des marchés financiers, Groupimo indique qu'il repasse en cotation au fixing à compter du 2 Mars 2009.

Le présent communiqué, inhabituel dans la forme et le contenu, est néanmoins l'information minimale que nous nous devons de transmettre aux marchés financiers.

**Prochain rendez-vous de communication financière** : Activité et résultats de l'exercice 2008 fin avril 2009.

## A propos de Groupimo

GROUPIMO exerce en France métropolitaine et aux Antilles-Guyane les métiers d'administrateur de biens et d'agent immobilier pour le compte de particuliers et de professionnels. La force de GROUPIMO est de couvrir l'ensemble des besoins de ses clients propriétaires en offrant sur les marchés immobiliers (entreprise, résidentiel, loisirs) des services additionnels à valeur ajoutée comme le diagnostic immobilier, le courtage en assurance ou encore la recherche en financement.

Historiquement implanté aux Antilles-Guyane où le Groupe dispose d'une très forte notoriété sous la marque « Le Marché de l'Immobilier » Il est aussi concessionnaire de la marque Arthur LOYD sur les Départements Français d'Amérique pour les activités en btob. GROUPIMO a su développer une expertise pour favoriser la proximité géographique, et une synergie de métiers auprès de ses clients. Depuis 2006, GROUPIMO a étendu sa couverture à l'Hexagone en ouvrant des agences à Paris. Aujourd'hui le Groupe est présent sur 5 zones géographiques.

---

## VOS CONTACTS

---

**Stéphane Plaissy**  
Président Directeur Général  
Tél. : 05.96.76.60.22  
[splaissy@groupimo.com](mailto:splaissy@groupimo.com)

**Florence NICOURT**  
Communication financière  
Tél : 05.96.76.60.22  
[communication@groupimo.com](mailto:communication@groupimo.com)